

# VALEUR(S) AJOUTÉE(S) DE L'AGROÉCOLOGIE:

DÉVERROUILLER LE POTENTIEL DE TRANSITION  
EN AFRIQUE DE L'OUEST

## RÉSUMÉ



L'Afrique de l'Ouest est confrontée à de nombreux défis à la fois interconnectés et urgents. Les températures augmentent à un rythme 1,5 fois supérieur aux moyennes mondiales, les régimes pluviométriques sont erratiques et les épisodes de sécheresse s'intensifient, dans une région largement tributaire de l'agriculture pluviale et où les capacités d'adaptation sont restreintes. Cette situation, combinée à d'autres facteurs limitants, devrait augmenter le caractère imprévisible de la productivité agricole, la perte de biodiversité, l'insécurité alimentaire, ainsi que l'instabilité socio-économique et politique. Ces facteurs de risques se manifestent dans un contexte où 70 à 80 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, et où la pandémie COVID-19 menace de plonger des millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Avec l'une des populations les plus jeunes du monde, des questions se posent également sur la capacité des économies ouest-africaines à absorber des millions d'individus souhaitant faire leur entrée sur le marché du travail.

Les systèmes alimentaires de la région représentent le point de convergence de ces nombreux défis, et se transforment rapidement. L'agriculture, l'élevage et la pêche contribuent à hauteur de 35 % du produit intérieur brut régional et emploient plus de 60 % de la population. L'agriculture ouest-africaine est caractérisée par des systèmes agro-sylvo-pastoraux diversifiés – 90% de la production agricole est fournie par des exploitations familiales cultivant des produits variés sur de petites surfaces pour leur famille et leur communauté. Mais les acquisitions de terres à grande échelle, l'afflux d'investissements directs étrangers (IDE), et l'expansion des cultures de rentes destinées à l'exportation témoignent d'une progressive industrialisation des systèmes alimentaires ouest-africains.

L'agroécologie apparaît comme une réponse viable pour relever les défis auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée, et une alternative crédible à l'agriculture industrielle. En favorisant la diversité végétale et animale, et en stimulant les synergies entre différentes plantes et espèces, les systèmes de production agroécologiques ont la capacité de maximiser la résilience des agroécosystèmes, tout en préservant les ressources naturelles du milieu et en atténuant les effets du changement climatique. De surcroît, l'agroécologie ne nécessite pas de diminuer la main d'œuvre, ne demande aucun redécoupage foncier ou d'agrandissement du parcellaire, et repose sur des processus d'apprentissage paysan-à-paysan et intergénérationnels qui la rendent particulièrement bien adaptée au tissu social et au contexte économique ouest-africains.



Malgré les multiples efforts et initiatives en cours visant à développer l'agroécologie dans la région, elle bénéficie d'un soutien politique limité, et se heurte à de nombreux obstacles transversaux qui continuent d'entraver son développement. Au cours d'un processus de 3 ans de recherche participative, 8 obstacles majeurs à la transition agroécologique ont été identifiés:

#### OBSTACLE 1:

### ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Bien que les systèmes agroécologiques s'appuient sur des symbioses naturelles et utilisent des ressources disponibles localement, la transition vers de nouveaux modèles agricoles engendre des coûts de départ que les paysans ne peuvent assumer seuls. Et bien que les investissements publics et privés continuent d'affluer dans l'agriculture ouest-africaine, ils se dirigent principalement vers l'agriculture d'exportation, les secteurs à forte valeur ajoutée et les agropoles. Ces modèles agricoles se retrouvent renforcés par de nombreuses contraintes financières, allant du besoin d'exporter des marchandises pour d'obtenir des devises étrangères et rembourser les dettes publiques, à l'utilisation de fonds publics pour encourager les investissements privés (p. ex., partenariats public-privé, montages financiers mixtes), en passant par l'influence d'une poignée de donateurs internationaux dont les pays de la région dépendent fortement. En parallèle, les exploitants familiaux, et en particulier les femmes, peinent à accéder aux crédits dont ils auraient besoin pour améliorer leurs systèmes de production.

#### OBSTACLE 2:

### ACCÈS À LA TERRE ET À L'EAU

L'explosion démographique, l'étalement urbain et le phénomène d'accaparement des terres en Afrique de l'Ouest exercent une pression sans précédent sur le foncier et les ressources en eau. Les lois foncières, souvent dérivées de l'ère coloniale, n'ont généralement pas réussi à protéger les droits coutumier et d'usage relatifs à l'utilisation des terres. Entre 2000 et 2012, environ 3 millions d'hectares ont fait l'objet de larges acquisitions foncières dans neuf pays ouest-africains. Ces transactions ont notamment conduit à de nombreuses expropriations et évictions, et à la raréfaction des ressources disponibles pour la population locale.

Les grands projets d'irrigation ont réduit davantage l'accès à l'eau pour les pasteurs et les petits exploitants familiaux. Ces phénomènes d'accaparement des terres et de l'eau ont également engendré un éclatement et une réduction des espaces pastoraux, entraînant de récurrents problèmes de divagation animale, et par conséquent, des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ainsi, les adoptants potentiels de l'agroécologie se retrouvent relégués sur des terres peu fertiles, peu irrigables et marginales, soumis à des phénomènes de compétition pour l'accès aux ressources, et – en l'absence de sécurité foncière – sans garantie qu'ils pourront tirer profit des bénéfices agronomiques de la transition agroécologique.

#### OBSTACLE 3:

### ACCÈS AUX SEMENCES ET AUX INTRANTS ORGANIQUES

Les systèmes semenciers paysans, au sein desquels les agriculteurs sélectionnent, multiplient, conservent et échangent un large éventail de semences reproductibles, englobent environ 75% des variétés cultivées au Mali, et 90% des semences utilisées dans certains pays d'Afrique. Piliers de l'agroécologie, ces systèmes sont garants de la diversité génétique du patrimoine cultivé. Cependant, ils sont peu reconnus et faiblement protégés par les cadres juridiques et politiques, et se retrouvent relégués au plan de l'informel. Par contraste, les systèmes semenciers privatisés, soutenus par de nombreux donateurs et industriels, gagnent du terrain. Et bien que les circuits de distribution des semences paysannes pour les cultures céréalières soient développés, l'accès aux semences potagères reste faible. Par ailleurs, en raison de phénomènes de désertification et de pression anthropique sur les boisements naturels, les paysans sont également confrontés à des difficultés majeures pour accéder à la matière organique. L'acheminement du fumier pour la fertilisation des sols est notamment problématique en raison des longues distances et de la faible articulation entre zones de cultures et d'élevage.

#### OBSTACLE 4:

### ACCÈS AUX MARCHÉS

Les produits agroécologiques sont appréciés par un nombre croissant de consommateurs ouest-africains en raison des avantages qu'ils présentent en termes de goût, de qualité, de résistance au transport et de durée de conservation. En parallèle, les risques sanitaires inhérents à l'utilisation des pesticides et l'apparition de nouvelles maladies liées à l'alimentation ont engendré un plus vif intérêt pour des aliments sains et riches en nutriments. Néanmoins, les circuits de distribution, magasins de stockage et points de vente rémunérateurs pour les produits agroécologiques, font toujours défaut. Sans ces installations, les producteurs d'une même culture sont contraints de vendre dans le même laps de temps, ce qui entraîne une offre supérieure à la demande, et une chute des prix. Ces prix se retrouvent d'autant plus tirés vers le bas par les denrées importées qui entrent en compétition avec les produits locaux, identiques ou substituables, et découragent le développement des chaînes de valeur locales et agroécologiques. Il existe encore peu de différenciation de prix ou de valorisation de la qualité (pancarte/label, etc.) entre les denrées issues de l'agroécologie et de l'agriculture industrielle, à l'exception d'une gamme limitée de produits certifiés biologiques ou étiquetés agroécologiques mais qui restent financièrement peu accessibles pour les consommateurs locaux.

#### OBSTACLE 5:

### RECONNAISSANCE POLITIQUE

L'agroécologie a fait son entrée dans les cadres politiques régionaux (CEDEAO) et nationaux (p. ex., au Sénégal et au Burkina Faso). Cependant, les politiques en faveur de l'agroécologie peuvent également afficher un soutien aux pôles de croissance pour l'agriculture d'exportation et à la «modernisation» des exploitations familiales, tout en orientant la majeure partie des ressources disponibles vers l'agriculture industrielle. Dans certains cas, cela témoigne d'un «double discours» politique où des objectifs divergents et concurrents se juxtaposent dans les dires des élus. Dans d'autres cas, cela résulte de la faible capacité de pilotage stratégique des États, de la fragmentation des sources de financements, et de l'aptitude des partenaires financiers à faire valoir leurs intérêts dans les phases de conception et de mise en œuvre des différents programmes. Souvent, l'incohérence des objectifs politiques au niveau national n'est qu'un reflet des multiples contradictions présentes dans les cadres réglementaires régionaux et panafricains sur l'agriculture, la nutrition et la sécurité alimentaire.

#### OBSTACLE 6:

### ADOPTION DES PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES

Alors que l'agriculture industrielle tend à réduire les besoins en main-d'œuvre, les pratiques agroécologiques sont souvent chronophages et plus exigeantes en travail manuel – surtout si les outils pour les appliquer font défaut. L'adoption des pratiques agroécologiques est également entravée par des facteurs normatifs, l'agriculture étant souvent considérée comme rétrograde et réservée aux populations précaires. En outre, l'agroécologie est spécifique au contexte et requiert un large éventail de compétences et de connaissances. Ces caractéristiques témoignent du besoin considérable d'être accompagné, formé et soutenu dans les phases de transition de son système agricole. Le déclin et la baisse des financements alloués aux services publics de vulgarisation agricole constituent ainsi un frein majeur au développement de l'agroécologie dans la région.

#### OBSTACLE 7:

### DÉMONSTRATION PAR LA PREUVE

Les États ouest-africains sont largement tributaires de bailleurs étrangers pour financer leurs programmes de recherche, qui doivent souvent se conformer à l'agenda stratégique de ces derniers. Le financement total de la recherche, de l'éducation et de la vulgarisation agricole est en stagnation et ne représentait que 14 % de l'aide agricole envers l'Afrique en 2017. Par ailleurs, il est rare que les donateurs donnent priorité à la recherche agroécologique, ce qui limite indubitablement les publications scientifiques sur ce sujet. Et bien que les travaux de recherche et les preuves scientifiques sur les performances de l'agroécologie continuent de s'amonceler, ils peinent à atteindre la visibilité, la promotion et la diffusion souhaitées. Ce constat résulte de plusieurs facteurs, allant de la sous-évaluation de l'agroécologie (au regard des critères de performance conventionnel), au fait que la recherche agroécologique ne produise pas le type de preuve communément apprécié par les instances dominantes. Les coûts de diffusion des travaux de recherche sont également prohibitifs (p. ex., frais d'impression, de traduction, de radio ou de télévision), ce qui tend à diminuer la vulgarisation des résultats de recherche auprès des décideurs politiques et des populations paysannes – un manque de communication qui engendre des doutes sur la viabilité socio-économique de l'approche agroécologique.

## FRAGMENTATION DU MOUVEMENT

Si de multiples initiatives et de nombreuses plateformes se développent dans la sous-région pour soutenir la transition agroécologique, elles restent souvent isolées, peu documentées et faiblement coordonnées. La mise en réseau de ces initiatives pourrait contribuer à tisser des liens de confiance, encourager l'appropriation commune des enjeux, et faire remonter des terroirs les besoins, les stratégies d'actions et les propositions des acteurs du terrain, pour en informer les débats politiques. Une représentation pluripartite et équilibrée entre différents groupes facilite la formulation de propositions de réformes, et permet de rétablir le lien avec les décideurs politique en les rassurant sur les intentions du mouvement.

Les obstacles de la transition agroécologique sont nombreux, intrinsèquement liés les uns aux autres et se renforcent mutuellement. Par exemple, sans sécurité foncière, accès aux ressources (obstacles 2 et 3) et points de vente rémunérateurs (obstacle 4), la production agroécologique peine à être économiquement viable, ce qui limite son attrait auprès des agriculteurs (obstacle 6) et des décideurs politiques (obstacle 5). Ce manque de reconnaissance politique aura à son tour pour conséquence de limiter les sources de financements pour l'agroécologie (obstacle 1) - certains grands bailleurs internationaux ne pouvant financer des programmes allant à l'encontre des directives étatiques. En outre, ces obstacles sont renforcés par une série de mécanismes systémiques et globaux (p. ex., cloisonnements institutionnels et sectoriels; logiques à court-terme; récit de «nourrir le monde»; orientation vers l'exportation) qui «verrouillent» l'agriculture industrielle en place.

Néanmoins, les fondations de systèmes alimentaires et économiques plus durables sont restées intactes en Afrique de l'Ouest, et sont ravivées par des mouvements de grande ampleur qui défendent les systèmes semenciers paysans, les droits coutumiers fonciers et l'agriculture familiale. Ce rapport identifié quatre effets de levier, qui, en s'appuyant sur les progrès déjà réalisés, pourraient aider à surmonter les différents obstacles et accélérer la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest:

#### EFFET DE LEVIER 1:

### CONSTRUCTION D'ALLIANCES ET ACTION COLLECTIVE

**Un mouvement agroécologique hétérogène, visible, unifié et entendu est essentiel pour aborder simultanément les multiples dimensions du changement et augmenter l'échelle d'impact.** L'agroécologie est d'ores et déjà ancrée dans la région en tant que science, pratique et mouvement social, ce qui fournit des bases solides pour la construction ou le renforcement d'alliances multi-acteurs. À mesure que différents acteurs se rassemblent et s'organisent pour atteindre ensemble des buts communs, l'obstacle relatif à la fragmentation du mouvement en Afrique de l'Ouest s'efface. Ces dernières années, les mouvements agroécologiques et de souveraineté alimentaire se sont rassemblés autour de causes communes, liées notamment à la protection des semences paysannes et aux luttes contre les OGM et l'accaparement des terres. Depuis 2018, 69 organisations ont rejoint l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO) (organisations paysannes, mouvements sociaux, OSC, ONG, centres de recherche et organisations internationales). Cette plateforme de coopération intersectorielle a fourni un cadre pour faciliter la mise en commun des compétences et expériences, et transformer par l'action collective (ex. plan d'action évolutif), la volonté de mettre à l'échelle l'agroécologie dans la sous-région, dans tout secteur et à tout niveau de gouvernance. Les alliances multipartites ont ainsi la capacité de transformer les rapports et les méthodes de travail de leurs membres, en les aidant se considérer comme partie essentiel d'un tout. La diversité du groupe, et la légitimité qu'elle confère aux acteurs engagés, favorisent également l'expérimentation et l'innovation.



## POLITIQUES ALIMENTAIRES INTÉGRÉES

**Réformer la gouvernance des systèmes alimentaires est un puissant levier d'action pour faire progresser l'agenda agroécologique dans la région ouest-africaine, et au-delà de ses frontières.** Les politiques alimentaires

intégrées peuvent à la fois mettre en cohérence différentes politiques sectorielles, clarifier la répartition des rôles et des responsabilités sur un calendrier pluriannuel, et permettre aux diverses parties prenantes de définir les priorités d'action sur un pied d'égalité. Cette approche est particulièrement pertinente en Afrique de l'Ouest où il est nécessaire de concilier différentes initiatives étatiques aux objectifs concurrents, ce qui pourrait inscrire la transition agroécologique comme priorité politique pour adresser les multiples défis actuels. Les politiques alimentaires intégrées peuvent se développer en s'appuyant sur les cadres politiques existants, tel que le PDDAA, et sur les plans et programmes régionaux et nationaux chargés de sa mise en œuvre, notamment l'ECOWAP. En outre, les politiques alimentaires intégrées peuvent servir de point de ralliement pour un large panel d'acteurs (p. ex., consommateurs, responsables politiques locaux, organisations de santé publique, entreprises, mouvements de jeunes), qui partagent le même objectif: placer les systèmes alimentaires sur la voie de la durabilité.

## SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET NOUVEAU PARADIGME ÉCONOMIQUE

**Alors que les orthodoxies économiques sont remises en question et que de nouvelles priorités et paradigmes s'installent progressivement, des conditions favorables au développement de l'agroécologie commencent à apparaître.** L'agroécologie peut prospérer lorsque la valeur ajoutée qu'elle crée –

pour les écosystèmes et la société – est récompensée, et lorsque des systèmes hybrides (p. ex., circuits de commercialisation solidaires, nouveaux modèles de partage de connaissances, nouveaux moyens d'accéder aux ressources) sont en mesure d'émerger parallèlement à l'économie mondialisée. Comme souligné par la société civile et la communauté scientifique, l'agroécologie peut représenter l'approche la plus rentable, et peut-être l'unique approche, pour atteindre la plupart des objectifs de développement durable (ODD).

La création de conditions propices à la mise à l'échelle de l'agroécologie peut être accélérée en s'appuyant sur les opportunités politiques et les ouvertures existantes dans la pensée économique. Il est donc nécessaire de réaligner les trajectoires actuelles sur les objectifs initiaux du PDDAA et du NEPAD, de modifier modestement les stratégies économiques à l'œuvre, et de réorienter certains flux d'IDE vers les chaînes de valeur agroécologique. Par ailleurs, le leitmotiv d'une «croissance infinie dirigée par le commerce international», fait place, à présent, à de nouveaux paradigmes. L'UE et l'OCDE ont reconnu la nécessité de mettre en œuvre des stratégies *territoriales* pour le développement économique et rural. Plusieurs gouvernements ouest-africains ont à présent intégré le principe de souveraineté alimentaire dans leurs stratégies économiques et de sécurité alimentaire.

EFFET DE LEVIER 4:

## L'AGROÉCOLOGIE COMME RÉPONSE AUX CRISES

**L'agroécologie peut être positionnée comme une solution systémique pour prévenir et renforcer la résilience aux chocs, dans un contexte où les crises sanitaires et climatiques se multiplient.** L'agroécologie peut et doit être placée au cœur des mécanismes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, dont la région a urgemment besoin. En ramenant de la diversité dans toutes les composantes de l'agroécosystème, l'agroécologie peut grandement améliorer la résistance et résilience des systèmes alimentaires aux chocs. De plus, l'agroécologie est par essence spécifique au contexte et s'adapte aux différentes régions ouest-africaines, aux réalités économiques des petits exploitants familiaux, et aux conditions météorologiques extrêmes auxquelles elles seront confrontées. La pandémie de la COVID-19 met d'autant plus en exergue la nécessité de transformer les systèmes alimentaires. Les impacts de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest sont d'ores et déjà considérables et l'insécurité alimentaire qui en résulte pourrait s'aggraver en raison d'interruptions dans les chaînes d'approvisionnement, les pertes de revenus et le manque d'accès aux aliments de base. Cependant, ces crises peuvent également représenter des opportunités pour concevoir et investir différemment. Par exemple, six pays ouest-africains ont préparé des plans de relance d'une valeur de 1,85 billion de francs CFA (soit 2,8 milliards d'euros), mais leur mise en œuvre et la mobilisation des ressources s'avèrent difficiles. L'action politique se voit également renforcée aux niveaux panafricain et régional.

En avril 2020, les 55 États membres de l'UA se sont engagés à consolider leurs systèmes de protection sociale, à stimuler les échanges commerciaux agricoles interrégionaux et à faciliter l'accès à une alimentation nutritive aux populations les plus vulnérables.

Ainsi, le contexte de crise tend à générer rapidement de nouveaux modes d'intervention et de gouvernance. Bien que l'agroécologie n'ait pas été dans le passé considérée comme une priorité politique, elle pourrait, en situation de crise, plus facilement s'incorporer dans la trame politique, en se plaçant par exemple au cœur des plans de relance. À mesure que les crises sanitaires et climatiques prennent de l'ampleur, et que les ODD sont relégués au second plan, le besoin de développer des solutions rentables pouvant garantir l'accès à une alimentation saine et nutritive, et soutenir les moyens d'existence des exploitants familiaux, devient critique. En d'autres termes, l'agroécologie doit être utilisée comme synonyme des mots '*réponse systémique*' et '*résilience*'.

Les défis restent nombreux, la région étant positionnée au croisement de différentes trajectoires. Néanmoins, un tableau prometteur se dessine: l'Afrique de l'Ouest possède tous les ingrédients pour devenir l'épicentre du mouvement agroécologique mondial, et l'un des précurseurs dans le développement de systèmes alimentaires durables et équitables. Cela repose avant tout sur la volonté des organisations et individus œuvrant pour la transition agroécologique de continuer à coopérer, partager leurs savoirs et travailler en synergie – conformément aux principes fondamentaux de l'agroécologie.

# À PROPOS D'IPES-FOOD

Le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food), vise à éclairer les débats politiques sur la réforme des systèmes alimentaires, en effectuant des travaux de recherche, et en s'engageant directement dans des processus politiques à travers le monde. Il réunit des agronomes, des spécialistes de l'environnement, des nutritionnistes, des sociologues et des économistes du développement, ainsi que des représentants d'ONG et de mouvements sociaux. Le Panel est coprésidé par Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, et Olivia Yambi, nutritionniste et ancienne représentante de l'UNICEF au Kenya.

## MEMBRES DU PANEL

Bina Agarwal	Mamadou Goïta	Maryam Rahmanian
Molly Anderson	Hans Herren	Cécilia Rocha
Million Belay	Phil Howard	Johan Rockström
Nicolas Bricas	Melissa Leach	Ricardo Salvador
Joji Carino	Lim Li Ching	Laura Trujillo-Ortega
Olivier De Schutter	Desmond McNeill	Paul Uys
Jennifer Franco	Pat Mooney	Nettie Wiebe
Emile Frison	Raj Patel	Olivia Yambi
Steven Gliessman	P.V. Satheesh	Yan Hairong

**AUTEURS PRINCIPAUX:** Mamadou Goïta et Émile Frison

**GESTION DE PROJET ET CONCEPTION DE LA RECHERCHE:** Céline Perodeaud, Chantal Clément

**RESPONSABLES ÉDITORIAUX:** Nick Jacobs, Chantal Clément, Céline Perodeaud

Adopté par le panel d'IPES-Food en juillet 2020

**RAPPORT INTÉGRAL:** <http://www.ipes-food.org/reports>

**CITATION:** IPES-Food, 2020. Valeur(s) ajoutée(s) de l'agroécologie: Déverrouiller le potentiel de transition en Afrique de l'Ouest.